

ATTENTION A LA TERTIARISATION PREMATUREE :

LA TUNISIE A PLUS QUE JAMAIS BESOIN

DE SON INDUSTRIE MANUFACTURIERE !

*Rapport piloté par
Riadh Ben Jelili*

Octobre 2015

Dans notre premier rapport JOUSSOUR, nous avons proposé, à l'adresse des différents acteurs politiques et parties prenantes, de concevoir et d'adopter ensemble un agenda national comme cadre de travail et d'action pour faire face aux défis du pays¹. Ce cadre devait permettre, entre autres, la mise en place d'un **nouveau contrat économique et social**, dont l'un des principaux objectifs consisterait à **retrouver des taux de croissance soutenus pour pouvoir investir dans le domaine du développement humain et dans les domaines sociaux**. L'élaboration du plan stratégique de développement 2016-2020 fournissait l'occasion de préciser les **questions fondamentales et les scénarios futurs** et d'y apporter, à travers le dialogue, le débat et le consensus, les réponses appropriées qui déterminent **nos choix stratégiques**.

C'est dans ce cadre que se posent les questions à l'origine du présent rapport : Comment redresser la croissance en Tunisie ? Quels sont **les leviers de la relance économique** ? Sur quels secteurs devrait-elle s'appuyer ? Quelle en devrait être **la ou les locomotives** ? Comment créer un effet d'entraînement ?

C'est la réponse réfléchie et étudiée à de telles questions qui édifie une vraie stratégie de relance soutenue et réaliste, disposant de garanties suffisantes de succès.

Mais malgré ces enjeux pour une Tunisie confrontée à des choix d'avenir cruciaux, **le débat est resté, jusque-là, modeste et tronqué**. Certains mettent en avant la marge de modernisation et le potentiel de croissance dont dispose **le secteur agricole**, mais admettent aisément que sa taille (moins de 10% du PIB) limite ses effets d'entraînement. La note d'orientation du plan quinquennal lorgne **le secteur des services**. Pourtant, à première vue, la plupart des secteurs d'activités de ce secteur ne disposent pas d'un potentiel suffisant pour impulser une vraie relance à court terme. C'est le cas des Transports, de l'hôtellerie et de la restauration (contrariées par les difficultés à venir du Tourisme), du Commerce intérieur (dont l'informel pèse près de 40% de la VA²) et des services de l'administration publique (qui pèsent près de 30% de la VA des services et pour lesquels la tendance pour les années à venir est à la stabilisation, voire à la réduction, des effectifs). Certes, les services financiers et les Télécommunications présentent un réel potentiel de croissance, mais ils ne pèsent à eux deux que 15% du secteur des services.

Quant au **secteur des industries manufacturières**, les espoirs portés jadis sur lui semblent enterrés. Pourtant, et c'est l'objet de ce rapport, la question est loin d'être tranchée. A travers une approche macro, nous montrons en effet que ce secteur dispose d'atouts intéressants et présente un potentiel pour jouer le rôle de locomotive de la relance économique à court terme.

Bien sûr, il faudra définir **les mécanismes et les politiques industrielles** adéquats pour booster le secteur et améliorer la position compétitive de la Tunisie sur le marché des biens manufacturés, ce qui suppose une étude sectorielle détaillée, qui nous semble prématurée tant que le débat n'est pas lancé. Il serait également intéressant, pour alimenter le débat, de mener une **étude comparative détaillée entre les secteurs**, notamment entre l'industrie manufacturière et les services, pour identifier nos meilleurs atouts et potentiels et préciser finement nos choix stratégiques en matière de relance économique.

En attendant, nous pensons que **la Tunisie ne peut faire l'économie d'un débat sur une question aussi importante que la stratégie de relance de l'économie**. Nous pensons également que **ce débat devra prendre racine dans la réalité**, s'appuyer sur des éléments tangibles, chiffres et simulations à l'appui, et qu'il devra tenir compte du potentiel réel et des contraintes effectives de notre économie. C'est ce que nous recherchons à travers la publication de ce rapport !

¹ Voir le rapport JOUSSOUR intitulé « L'urgence d'un Agenda National face à l'ampleur des défis » (Juillet 2015).

² Un rapport JOUSSOUR, à paraître prochainement sur l'informalité en Tunisie, évalue à 41.3% la contribution de l'informel à la Valeur Ajoutée du commerce intérieur.

Sommaire

1) Introduction	4
2) Constats : affaiblissement progressif de la croissance et désindustrialisation.....	5
a) Un recul des gains de la Productivité Globale des Facteurs(PGF) dangereux pour la croissance de long terme.....	6
b) Une atonie de l'investissement en général et de l'investissement manufacturier en particulier	8
c) Une qualité insuffisante du capital humain	9
d) Un faible impact de l'intégration à l'économie mondiale.....	10
3) Objectif « Croissance » et pari sur les industries manufacturières.....	12
a) L'urgence d'une réponse intégrée au défi de croissance.....	12
b) Pari sur l'industrie manufacturière et l'innovation	14
4) Renouveler l'écosystème tunisien pour donner toutes ses chances à l'innovation.....	17
a) Enclencher un complexe mouvement de réformes menant à une transformation structurelle.....	17
b) Pallier aux cinq contraintes structurelles concernant les industries manufacturières	19
c) Mesures pour accélérer la transformation de l'industrie	19
5) Et pour conclure.....	20

1) Introduction

L'observation sur longue période de l'évolution du PIB réel nous apprend que l'affaiblissement de la croissance économique auquel est confronté le pays est le prolongement d'une trajectoire de **ralentissement du potentiel de croissance**³ qui a démarré depuis plus de 20 années. Cette décélération continue s'explique essentiellement par la baisse conjuguée des gains de productivité, de l'investissement et de la qualité du capital humain, sans oublier le faible impact en termes de croissance qu'a eu l'intégration de notre économie à l'économie mondiale.

Si notre pays fait face actuellement à de grandes difficultés pour inverser cette tendance c'est parce qu'il doit trouver à la fois les moyens d'**améliorer de façon significative la croissance potentielle**, de mettre en place **un écosystème propice au changement structurel** tout en préservant **la paix sociale**, et le tout dans **un contexte de fortes pressions sur les finances publiques**.

Parce que nous pensons que les solutions pour redresser la croissance potentielle sont en grande partie à chercher dans les raisons de son affaiblissement, **Joussour recommande une stratégie de croissance de l'économie tirée par les industries manufacturières**.

En effet, et contrairement aux différentes notes et rapports qui invitent les décideurs à miser sur le secteur tertiaire comme locomotive de l'économie tunisienne (et sans préjuger de l'importance du tertiaire dans notre économie aujourd'hui et demain), nous sommes convaincus que **le secteur des industries manufacturières doit constituer pour longtemps encore le principal moteur de l'activité économique** en ce qu'il offre la possibilité :

- de redéployer l'économie vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée ;
- d'accroître la capacité d'absorption des nouveaux arrivants sur le marché de travail et des chômeurs ;
- de réussir l'intégration aux chaînes de valeur mondiales⁴ ;
- de constituer une base relativement large d'emplois à forte productivité ;
- et surtout de pouvoir relancer l'économie sur le cours terme.

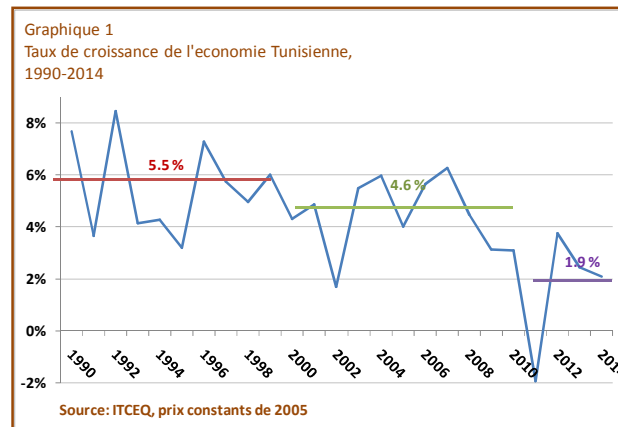
A mesure que les industries manufacturières se développeront, la recherche d'une plus grande valeur ajoutée stimulera un recours accru aux techniciens, aux travailleurs qualifiés, aux sciences, à la technologie et aux innovations, encouragera l'investissement dans la formation professionnelle et l'acquisition de compétences. C'est alors que le secteur tertiaire pourra profiter pleinement d'un nouvel essor des industries manufacturières.

³ **La croissance potentielle** (ou taux de croissance potentielle) est une notion macro-économique désignant la croissance économique liée aux facteurs fondamentaux d'une économie, et égale en moyenne à la croissance effective. Elle est calculée comme une estimation statistique des valeurs structurelles de l'économie : les niveaux des facteurs de production (stock de capital, quantité de travail fournie estimée à partir de la population active, du taux d'emploi et de la durée du travail) et de la « productivité globale des facteurs » (PGF). Ces valeurs sont estimées à partir des tendances passées ou sur la base de modélisations économiques.

⁴ Etapes (Achats, Fabrication, Logistique, Marketing, R&D...) qui définissent la capacité d'une entreprise à obtenir un avantage concurrentiel.

2) Constats : affaiblissement progressif de la croissance et désindustrialisation

Les performances de l'économie tunisienne étaient déjà décevantes plusieurs années avant la révolution. En effet, le taux de croissance moyen n'a cessé de décroître depuis plus de vingt ans (cf. graphique 1). Il était de 5.5 % en moyenne dans les années 1990, de 4.6 % dans les années 2000 et de 1.9 % sur la période allant de 2010 à 2014.



L'analyse de la décomposition de la croissance montre que le **ralentissement de la croissance provenait d'un net affaiblissement des gains de Productivité Globale des Facteurs (PGF)⁵**, ou encore du progrès technique, qui sont passés de **3% pendant la décennie 1990 à 1.3% durant la décennie 2000**, puis à **-0.1% sur la période 2010-2014**(cf. tableau 1).

La **PGF** comptait pour près de **59%** (3% de 5.1%) de la croissance économique au cours de la période 1990-1999 contre 27% pour le travail et 14% pour le capital. Mais, l'évolution de la **PGF s'est significativement ralentie sur les quinze dernières années**. La contribution à la croissance est passée à **27%** sur la période 2000-2009 puis à **-5%** au cours de la période 2010-2014.

Tableau 1. Décomposition de La croissance en Tunisie, 1990-2014

Période	Croissance de la valeur ajoutée	Contribution du facteur travail	Contribution du facteur capital	La PGF sans hétérogénéité des facteurs
1990-1999	5.1%	1.4%	0.7%	3.0%
2000-2009	4.7%	1.4%	2.0%	1.3%
2010-2014	2.1%	0.5%	1.7%	-0.1%

Source : La croissance de la VA aux couts des facteurs et aux prix constants de 2005 ; Calculs de l'auteur à partir des données de l'ITCEQ.

⁵ La **productivité globale des facteurs (PGF)** est l'accroissement relatif de richesse (la "croissance") qui n'est pas expliqué par l'accroissement d'un usage des facteurs de production, à savoir le capital et le travail. L'élément principal de la PGF est le progrès technique qui, avec la même combinaison de facteurs de production (capital et travail), permet de créer plus de richesse. L'augmentation de la PGF peut aussi résulter d'une modification de la structure de production ou de son organisation.

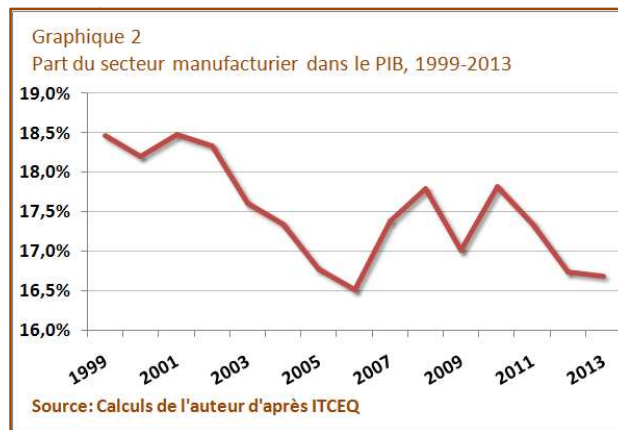
Ce constat, réalisé au niveau de l'ensemble de l'économie, souligne à la fois la pertinence et la nécessité:

- d'une étude approfondie des sources de la croissance économique en Tunisie ;
- de l'identification des branches qui contribuent à l'augmentation de la **PGF** de l'ensemble de l'économie ;
- de l'investigation des facteurs à l'origine des gains ou des pertes de productivité ou d'efficacité enregistrés par les branches industrielles.

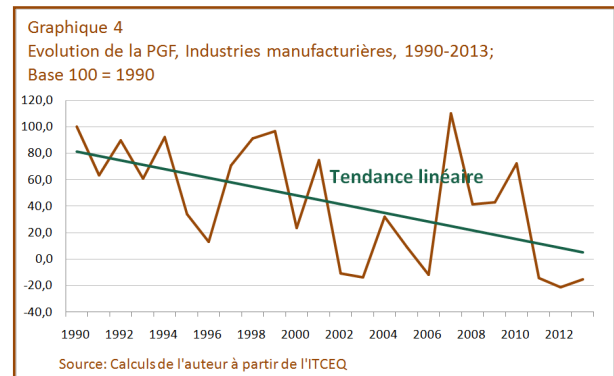
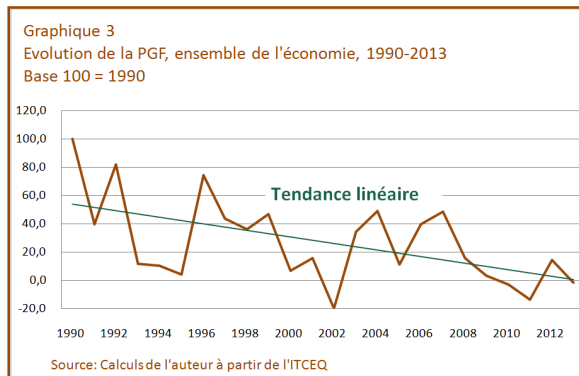
a) Un recul des gains de la Productivité Globale des Facteurs(PGF) dangereux pour la croissance de long terme

La nette tendance à la baisse de la **PGF** au niveau de l'ensemble de l'économie résulte notamment d'un **ralentissement significatif de la croissance de la PGF dans l'industrie manufacturière**, ainsi que d'une **baisse du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie**, alors même que c'est **traditionnellement dans le secteur industriel que les gains de productivité sont les plus importants**.

En effet, la valeur ajoutée de ce secteur est passée de **18.2 % de la valeur ajoutée globale pendant les années 1990**, à **17.6 % dans les années 2000** puis à **17.2 % sur la période allant de 2010 à 2013** (cf. graphique 2).



Le graphique 3 ci-dessous illustre la nette tendance à la baisse de la croissance de la **PGF** pour l'ensemble de l'économie sur les 15 dernières années. Le graphique 4 montre une tendance à la baisse plus accentuée pour la **PGF des industries manufacturières**. Cela traduit la **difficulté pour la Tunisie de passer d'une économie de rattrapage - où les gains de productivité sont réalisés par une réallocation intersectorielle des travailleurs - à une économie qui opère près de la frontière technologique**. L'économie tunisienne semble ainsi s'enliser dans ce que la littérature économique qualifie de *trappe* ou *piège* classique du revenu intermédiaire (*middle-incometrap*).

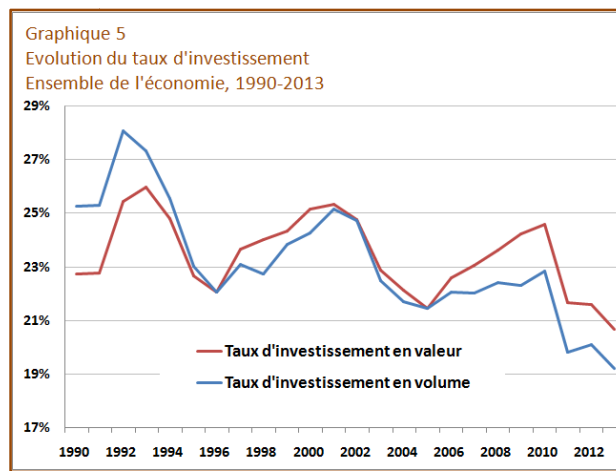


En résumé, nous pouvons dire que trois motifs essentiels expliquent l'inquiétude qu'occasionne la baisse de la croissance de la PGF :

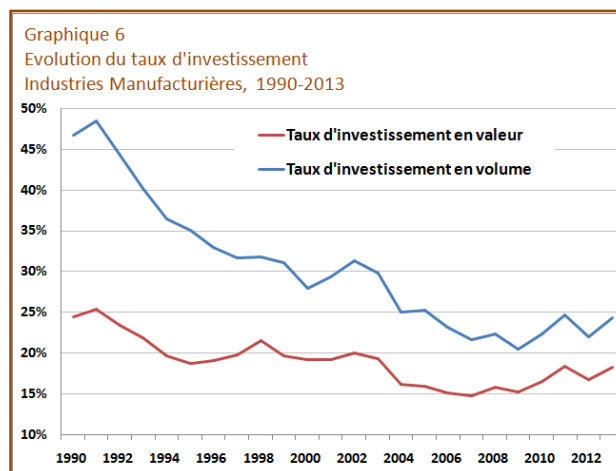
1. **la Tunisie n'a pas connu de hausse notable de la PGF au cours des dernières années pourtant caractérisées par le développement de la vague TIC.** Ainsi, si on accepte l'idée qu'une accélération prolongée de la PGF dénote l'émergence d'un nouveau cycle technologique durable, alors **l'économie Tunisienne n'aurait que très peu profité de la diffusion des TIC** comparée à d'autres pays de même niveau de développement.
2. **La baisse tendancielle de la croissance de la PGF pèse donc lourdement sur les perspectives de la croissance en Tunisie.** En effet, le surplus de croissance devrait provenir d'une plus forte contribution du stock de capital (par des investissements locaux ou directs étrangers, par exemple) et du progrès technologique au sens large, mesuré par la **PGF** et dont les déterminants sont essentiellement l'innovation et les progrès organisationnels.
3. **La baisse tendancielle de la croissance de la PGF handicape l'avantage compétitif de l'économie tunisienne.** En effet, la **PGF** détermine la productivité du travail et la variation de la productivité du travail peut aisément se décomposer en deux éléments : d'une part, la croissance de l'intensité capitaliste (équipement par travailleur employé) et, d'autre part, la croissance de la **PGF**. De plus, la **PGF** figure parmi les principaux éléments explicatifs de l'évolution des exportations.

b) Une atonie de l'investissement en général et de l'investissement manufacturier en particulier

Les investissements (Formation Brute de Capital Fixe ou **FBCF**) **représentent actuellement 19.2% du PIB annuel de la Tunisie, pourcentage qui ne cesse de décroître depuis les années 1990**. De la période 1990-1999 à 2010-2013, et pour l'ensemble de l'économie, le ratio de la FBCF au PIB est passé de 23.9% à 22.1%, ce qui correspond à une décroissance moyenne de 0.32% par année. Cette tendance à la baisse est encore plus nette si l'on se réfère au ratio en volume, avec un taux de décroissance de 0.8% par année (cf. graphique 5). Cette baisse s'est accompagnée d'une **diminution continue de la contribution de la FBCF à la croissance**.



Pour un pays à revenu intermédiaire comme la Tunisie qui cherche à maintenir la croissance tout en favorisant la création d'emplois, l'industrie manufacturière offre la possibilité non seulement de redéployer l'économie vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée, mais aussi de constituer une base relativement large d'emplois à forte productivité. Mais **un tel redéploiement ne peut avoir lieu si l'effort d'investissement s'essouffle continuellement dans ce secteur**, et c'est malheureusement le cas en Tunisie comme l'illustre bien le graphique 6.



Pourtant le potentiel est là et les entreprises manufacturières en Tunisie n'ont pas encore profité de plusieurs tendances lourdes de l'économie contemporaine :

- l'augmentation de la part des équipements des technologies de l'information et des communications (TIC) et l'accélération du progrès technique devraient contraindre les entreprises manufacturières à **investir pour renouveler plus souvent leurs équipements** ;
- l'intensification de la concurrence tant domestique qu'internationale devrait les inciter à **renouveler plus fréquemment leurs produits**, ce qui entraîne de nouveaux besoins en biens d'équipement ;
- la trajectoire baissière des prix relatifs des biens d'équipement (voir graphique 6) aurait dû profiter aux entreprises manufacturières pour **changer la composition de leurs investissements au profit des équipements en général et des équipements TIC en particulier** ;
- à l'instar des entreprises dans les pays émergents et développés, les entreprises manufacturières en Tunisie **devraient être plus économes en espace et davantage utilisatrices de biens d'équipements et de nouvelles technologies**, ce que ne fait pas ressortir l'analyse de la composition de leur stock de capital en volume qui montre, au contraire, **une nette tendance à la hausse de la composante "Bâtiments-Constructions" et à la baisse de la composante "Machines et Outillages"**.

En résumé, avec la faiblesse et le recul des gains de PGF, l'atonie de l'investissement est une cause majeure de la modestie de la croissance enregistrée depuis 2010. Elle affecte le potentiel de croissance de l'économie tunisienne et constitue la principale source d'inquiétude pour les décideurs publics. **Un niveau plus élevé de l'investissement en général et de l'investissement manufacturier en particulier est nécessaire pour atteindre les objectifs de croissance, d'emploi et de compétitivité de l'économie nationale.**

c) Une qualité insuffisante du capital humain

La qualité et l'organisation du système éducatif influencent le capital humain et affectent par ce biais le potentiel de croissance différemment selon le niveau de développement économique, **mesuré par la distance à la frontière technologique⁶**. Plus précisément, alors qu'un système privilégiant l'enseignement supérieur est plus à même de stimuler la croissance lorsque l'économie devient suffisamment proche de la frontière technologique, **un système d'éducation mettant l'accent sur le primaire, le secondaire et la formation professionnelle apparaît beaucoup plus adapté dans le cas d'une économie en rattrapage, telle que celle de la Tunisie.**

L'enseignement technique en Tunisie constitue en effet le maillon faible du système éducatif. Les élèves qui recourent à cette alternative, en désespoir de cause, sont surtout les redoublants et les expulsés de la 7^{ème} année et la 8^{ème} année de l'enseignement de base général. Une situation qui contraste fondamentalement avec celle de pays comme l'Allemagne ou la Finlande où l'enseignement technique est une partie intégrante de l'Éducation et est considéré comme un pilier de la compétitivité des entreprises.

⁶La frontière désigne le niveau de productivité structurelle le plus élevé au niveau mondial (celui des États-Unis).

Les résultats du TIMSS⁷ ou ceux du PISA⁸ pointent des défaillances sérieuses au niveau la performance du système éducatif tunisien. La plupart des élèves qui parviennent à poursuivre leurs études, manifestent **des faiblesses évidentes dans le domaine des mathématiques et des langues**, ce qui traduit des difficultés à communiquer, à rédiger et à résoudre des problèmes

S'agissant de l'enseignement supérieur, la très forte expansion quantitative que l'on observe depuis les années 1970 jusqu'à nos jours s'est certes accompagnée d'une différenciation accrue de l'offre d'enseignement, mais elle demeure nettement dominée par les filières lettres et affaires commerciales et administratives, filières où les possibilités d'emploi sont plus faibles. Les effectifs des étudiants en filières d'ingénierie, bien qu'en augmentation, n'évoluent que faiblement.

L'inefficacité qui caractérise l'enseignement supérieur tunisien est confirmée par les classements que font certaines institutions dont le plus célèbre l'ARWU⁹, réalisé chaque année par l'Université de Shanghai. La meilleure université tunisienne, celle de Sfax, occupe le 1778 rang en 2012, largement devancée par les universités saoudiennes (la meilleure occupe le rang 477), égyptiennes (la meilleure occupe le rang 498), libanaises (la meilleure occupe le rang 809), omaniennes (la meilleure occupe le rang 1083), jordaniennes (la meilleure occupe le rang 1116) ou encore algériennes (la meilleure se situe au rang 1435).

La formation professionnelle (FP) représente, quant à elle, un autre axe important pour soutenir le développement économique et améliorer l'insertion des jeunes. La Tunisie s'est engagée depuis près de deux décennies dans des réformes dans ce domaine, et a conduit des programmes ambitieux destinés à structurer son dispositif de formation. Pourtant, l'évaluation de l'efficacité du système de formation professionnelle initial et continu fait surgir de nombreuses insuffisances.

d) Un faible impact de l'intégration à l'économie mondiale

Les performances de l'économie tunisienne depuis plus d'une décennie montrent à quel point **la Tunisie a du mal à relever les défis de la mondialisation**. L'évolution de la situation du commerce extérieur est à cet égard édifiante. Le déficit de la balance commerciale ne cesse de se creuser et, plus inquiétant encore, la part de marché de notre pays - mesurée par la part de ses exportations mondiales de biens et services - suit une tendance baissière.

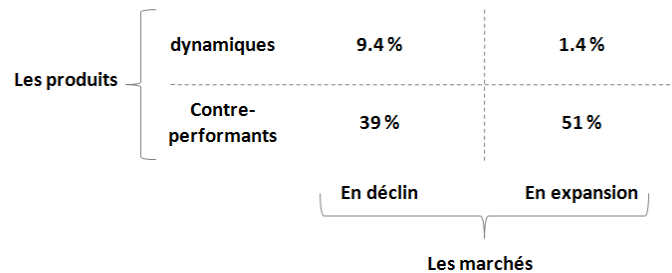
Les performances, de l'intégration de la Tunisie à l'économie mondiale, en général, et à l'espace européen sont faibles en termes d'impact, notamment sur la productivité et la croissance. Elles ne s'expliquent ni par le degré de diversification des exportations par produits ni par le niveau de complexité économique, lesquels semblent plutôt favorables à l'économie tunisienne, comparée aux concurrents de la rive sud de la méditerranée. L'explication est à chercher plutôt du côté de **la capacité de notre économie à se positionner sur des marchés porteurs et des espaces géographiques à forte dynamique de croissance**.

⁷Trends in International Mathematics and Sciences Study.

⁸Program for International Student Assessment.

⁹L'Academic Ranking of World Universities.

L'évaluation des performances des 100 principaux produits d'exportation de la Tunisie vers les marchés mondiaux¹⁰ permet de classer ces principaux produits en quatre catégories selon leur degré de dynamisme. Il ressort de cette évaluation ce qui suit :



1. **Le groupe de produits « gagnants dans les marchés en expansion »**, à savoir le groupe des produits particulièrement dynamiques dont la valeur dans les exportations mondiales est en progression et pour lesquels les exportateurs tunisiens ont augmenté leur part de marché. Ce groupe **ne représente que 1.4% du total des exportations tunisiennes de biens en 2013**. Les efforts de promotion pour cette catégorie de produits sont les moins risqués. Il faut en particulier renforcer la capacité de production.
2. **Le groupe de produits « perdants ou contre-performants dans les marchés en expansion »** et qui **représente près de 51% du total des exportations tunisiennes de biens en 2013**. Ce groupe présente des défis particuliers pour les efforts de promotion du commerce international. Alors que la demande internationale se développe à des taux supérieurs à la moyenne, les exportateurs tunisiens de ces produits sont distancés. Leurs exportations déclinent et, de ce fait, la Tunisie perd en parts de marché international. Pour cette catégorie de produits, il est essentiel d'identifier et d'éliminer les goulots d'étranglements qui empêchent une expansion plus dynamique des exportations.
3. **Le groupe de produits « perdants dans les secteurs en déclin »**, qui **représente près de 39% du total des exportations tunisiennes de biens en 2013** et qui se rapporte à 42 chapitres de produits. Ce groupe présente des perspectives d'exportation sombres dans le cas de la Tunisie. Les importations mondiales des chapitres de produits concernés ont augmenté à un taux inférieur à la moyenne ou ont baissé, et la part de marché de la Tunisie a décliné. ..
4. **Le quatrième et dernier groupe de produits « gagnants dans les marchés en déclin » représente 9.4% de nos exportations de biens en 2013** et se rapporte à 29 chapitres de produits. Ces marchés subissent un déclin général ; point de vue de la promotion du commerce, des stratégies marketing de niche sont requises pour parvenir à isoler une performance commerciale positive.

Les faibles performances à l'exportation et les problèmes associés au positionnement compétitif de la Tunisie renvoient fondamentalement et non exclusivement à des **considérations structurelles qui ne favorisent pas l'émergence de grands groupes industriels et poussent davantage à la fragmentation du tissu industriel**.

¹⁰En se basant, d'une part, sur la croissance de la part de marché pour la Tunisie dans les exportations mondiales et, d'autre part, sur la croissance du total des importations mondiales.

3) Objectif « Croissance » et pari sur les industries manufacturières

Pour faire face à des exigences accrues de développement économique et social, **la Tunisie doit éviter le risque d'une «décennie perdue» et amorcer au plus vite une dynamique de croissance forte.** Pour cela, il faut amplifier les sources de la croissance et **équilibrer les contributions relatives de la consommation et de l'investissement au processus de croissance.**

Jusque-là, la consommation, publique et privée, source importante de la demande intérieure, a toujours été le principal moteur de la croissance en Tunisie (cf. tableau 2).

Tableau 2 : Contributions à la croissance du PIB en Tunisie, 1970-2014

Composantes/Période	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	2010-2014
Croissance du PIB en volume (prix 2005)	7.3%	3.7%	5.5%	4.6%	2.0%
<i>Contribution à la croissance de:</i>					
Importation des biens & services	-6.9%	0.3%	-1.9%	-1.7%	-1.7%
DEMANDE INTERIEURE	9.4%	1.3%	5.3%	4.7%	2.5%
Consommation finale globale	6.3%	3.3%	3.5%	3.8%	3.7%
Formation Brute du Capital Fixe (FBCF)	4.4%	-2.2%	1.4%	0.9%	-0.1%
Variation de stocks	-1.3%	0.2%	0.4%	0.0%	-1.1%
Exportation des biens & services	4.8%	2.1%	2.1%	1.6%	1.2%

Source: Calcul de l'auteur à partir des données de l'ITCEQ

Mais, une telle stratégie de croissance ne saurait être maintenue, dans la mesure où elle contribue souvent :

- à accroître la dépendance à l'égard des importations ;
- à entraver le maintien et le développement des industries locales, le renforcement des capacités de production, le redressement de la compétitivité et la création d'emplois.

De surcroît, **une stratégie de croissance fondée sur la demande intérieure doit aller de pair avec une augmentation des investissements publics et privés, en particulier de ceux qui renforcent la base industrielle et la capacité de produire des biens exportables.**

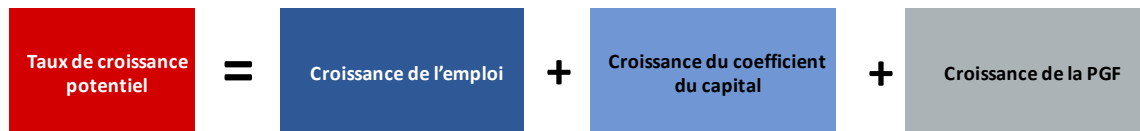
Pour accroître la contribution de l'investissement à la croissance et remédier au déficit d'investissement clairement identifié en Tunisie, **il faut intensifier en particulier la composante équipement de la FBCF** et veiller à ce que l'effort d'accumulation aille à des secteurs jugés essentiels pour la consolidation de la compétitivité et la transformation économique. À cet égard, **l'État devrait redéfinir clairement sa politique industrielle et réformer en conséquence sa politique d'investissement pour accélérer la transformation structurelle et amorcer un effort soutenu d'innovation.**

a) L'urgence d'une réponse intégrée au défi de croissance

Pour illustrer cette urgence, il suffit de se rendre compte de **l'intensité de l'effort à concéder en termes d'investissement et de gains de productivité pour redresser la croissance potentielle en Tunisie.**

L'accumulation simple du capital, fondée sur l'imitation et sans le secours de l'innovation, peut aussi soutenir la croissance à long terme, la Tunisie étant un pays en phase de rattrapage technologique, mais **cela ne sera pas suffisant pour atteindre un niveau élevé de croissance**. A long terme, les trois principaux ressorts de la progression du PIB par habitant sont :

- La croissance de l'emploi ;
- la croissance de l'accumulation du capital ;
- la croissance de la **PGF** via le progrès technique et l'innovation.






Sans contribution des trois ressorts, et notamment de la croissance de la PGF, il n'est point possible d'atteindre des taux de croissance convenables. En effet, en retenant différentes hypothèses d'évolution des composantes de l'équation définissant le taux de croissance potentiel, les projections se présentent comme suit:

Hypothèses	2015-2024			2025-2034		
	Basse	Moyenne	Haute	Basse	Moyenne	Haute
Croissance du Coefficient de capital (a)	0,6%	0,8%	1,0%	0,4%	0,6%	0,8%
Croissance de la PGF (b)	1,0%	1,5%	2,0%	1,5%	2,0%	2,5%
Croissance des composantes démographiques						
Population active	0,5%	0,7%	0,9%	0,4%	0,6%	0,8%
Emploi (c)	0,7%	0,9%	1,1%	0,6%	0,8%	1,0%
Population	0,8%	0,8%	0,8%	0,6%	0,6%	0,6%
Part du capital dans le PIB (α)	45%	50%	55%	45%	50%	55%
(1) Croissance de la PGF corrigée du facteur de distribution de la VA [b/ (1-α)]	1,8%	3,0%	4,4%	2,7%	4,0%	5,6%
(2) Croissance du coefficient du capital corrigée du facteur de distribution de la VA [a*α/ (1-α)]	0,5%	0,8%	1,2%	0,3%	0,6%	1,0%
(3) Croissance de l'emploi	0,7%	0,9%	1,1%	0,6%	0,8%	1,0%
Croissance potentielle du PIB (1) + (2) +(3)	3,0%	4,7%	6,8%	3,7%	5,4%	7,5%

Sur les dix prochaines années, une accumulation vigoureuse de capital et une évolution démographique favorable permettraient de stimuler le potentiel d'offre au-delà de ce que permettrait la seule évolution technologique (**PGF**), et ce, quel que soit le scénario retenu. En retenant le scénario moyen, avec un coefficient de capital évoluant au taux de 0.8% en moyenne par an pour les dix prochaines années, une progression de l'emploi de 0.9% et celle de la PGF de 1.5%, la croissance potentielle pourrait atteindre 4.7% sur la période 2015-2024. Une évolution de 0.8% du coefficient du capital signifie un accroissement annuel moyen de 5.5% du stock de capital. Concrètement, cela revient à faire passer le taux d'investissement au niveau de l'ensemble de l'économie de 21.3% en 2014 à 24.4% en 2024, tout en maintenant une croissance moyenne soutenue de la PGF (1.5%). **C'est dire l'importance de l'effort d'accumulation sur une longue période, combiné à des gains d'efficacité de la combinaison productive pour atteindre un niveau de croissance de 4.7%.**

Pour soutenir et rehausser le potentiel de croissance au niveau projeté, la Tunisie doit avant tout miser sur ses forces et mobiliser ses atouts qui sont nombreux :

 Industrie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tissu industriel diversifié avec près de 6 000 entreprises à effectif supérieur ou égal à 10 dont 46% totalement exportatrices ▪ Près de 2 000 entreprises à participation étrangère dont 62% sont à capitaux 100% étrangers ▪ Les produits manufacturiers représentent près de 80% du total des exportations de biens ▪ Présence sur toute la chaîne de valeur de la sous-traitance d'activités très spécialisées nécessitant un grand savoir-faire au niveau de l'ingénierie, de la production et des serveurs d'applications.
 Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 13 universités, 198 établissements d'enseignement supérieur publics dont 24 Instituts Supérieurs d'études technologiques et 44 établissements privés ▪ Près de 23 000 enseignants universitaires dont près de 2000 habilités à diriger les recherches ▪ 316 000 étudiants, plus de 127 000 diplômés en 2013, et une moyenne de plus de 4 500 ingénieurs et techniciens supérieurs spécialisés mis annuellement sur le marché de l'emploi ▪ Un réseau de 133 centres de formation professionnelle implantés sur l'ensemble du territoire tunisien et offrant des activités de formation qui couvrent 193 spécialités dans 12 secteurs.
 Infrastructure & connexions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 9 aéroports internationaux, une centaine de compagnies aériennes étrangères qui assurent plus de 2000 vols hebdomadaires vers l'Europe ▪ Une infrastructure maritime composée de sept ports commerciaux ▪ Un réseau routier constitué de 20 000 kms de routes bitumées et de 360 kms d'autoroutes sur l'ensemble du territoire ▪ Un réseau ferroviaire comptant 2167 kms et couvrant l'ensemble du pays.

Mais la Tunisie présente aussi des handicaps sérieux : La fiscalité, les contraintes réglementaires, des outils financiers inadaptés, la qualité insuffisante du capital humain et l'aversion au risque, sont autant de facteurs qui ne facilitent pas la vie des industriels et encore moins celle des innovateurs.

Il faut pallier à ces handicaps, mais il faut également identifier les secteurs économiques porteurs d'intérêts nationaux stratégiques, mettre en place des stratégies d'investissement ciblées et accroître la capacité d'acquisition et d'assimilation des innovations. **Seules des priorités clairement affichées créeront un effet d'entraînement suffisant et apporteront un avantage concurrentiel décisif à nos entreprises.**

b) Pari sur l'industrie manufacturière et l'innovation

D'aucuns affirment que le passage à une économie du savoir rend désuète la production de biens et justifie le choix des services comme secteur d'appui de l'économie. Une telle vision, qui reste ancrée dans le stéréotype de l'usine *sale*, ne rend pas justice à **une industrie de plus en plus mobilisatrice de connaissances de pointe**. Il est néanmoins vrai que certains facteurs rendent l'industrie manufacturière peu attrayante. Entre autres : la forte compétitivité prix des économies émergentes et la stagnation de la demande dans les marchés traditionnels.

L'ensemble de ces considérations explique ainsi le recul tendanciel de l'industrie manufacturière dans le PIB, dans la demande et dans l'emploi total. Ce recul est le résultat de trois dynamiques interdépendantes :

1. **Une dynamique technologique** qui renvoie au progrès technique et au processus de différenciation horizontale (concurrence spatiale) et verticale (qualité du produit) des produits pour générer un avantage différentiel. Elle conduit le plus souvent à une incorporation croissante des services dans la valeur ajoutée du produit industriel.
2. **Une dynamique organisationnelle**, en partie induite par la précédente, qui se traduit par une externalisation progressive des fonctions de production qui ne constituent pas à proprement parler la fabrication ; on parle de services incorporés.
3. **Une dynamique concurrentielle** qui se réfère à l'intensification de la concurrence entre entreprises comme conséquence du double mouvement de libéralisation et de globalisation des marchés.

Malgré ce recul, l'industrie manufacturière en Tunisie continue à peser près de 17% du PIB national, 23% des emplois salariés, 47% de l'emploi salarié formel du secteur privé et 12% de la FBCF totale. Au-delà de ces chiffres, la place de l'industrie manufacturière tunisienne est encore plus centrale dans l'activité économique, et sa dynamique est encore plus déterminante pour la croissance économique. Plus précisément, **l'activité manufacturière se situe à la charnière de l'ensemble des activités économiques, s'étendant de la construction aux services**. Elle fournit une grande partie des inputs des autres secteurs et détermine de la sorte la valeur de leurs consommations intermédiaires. Elle sollicite aussi fortement les autres secteurs comme les services *backbone* tels que les télécommunications, les services bancaires, le transport et les services professionnels.

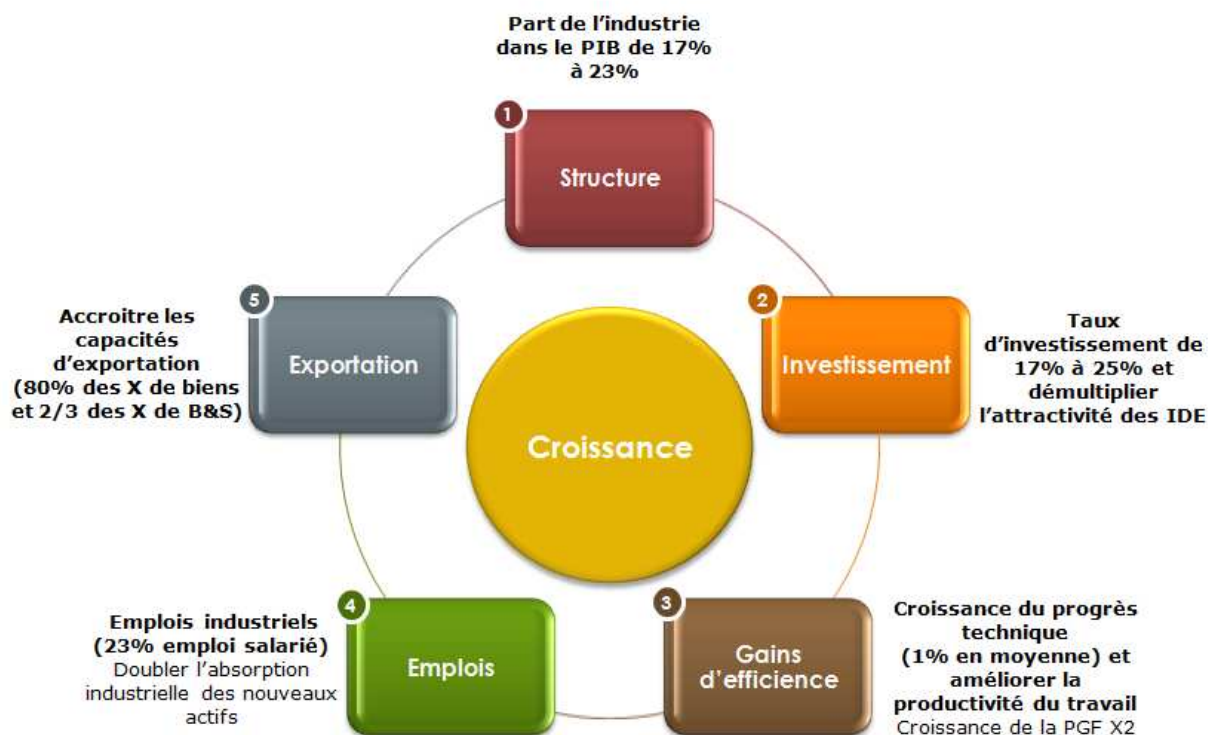
L'industrie manufacturière demeure un générateur de richesse. **La part des produits manufacturiers dans la demande finale dépasse de très loin la part de l'industrie dans le PIB; elle se situe autour de 48%**. Ce rôle central, auquel s'ajoute la forte contribution aux exportations de biens (près de 80%) et aux biens et services (près de 66%), fait jouer aux industries manufacturières un rôle important dans la croissance. **Elle en détermine non seulement le niveau mais aussi en grande partie la nature, dans la mesure où l'industrie manufacturière influence significativement la trajectoire technologique de l'économie et conditionne les gains de PGF.**

Par ailleurs, **l'industrie manufacturière constitue le principal vecteur des investissements en Recherche et Développement (R&D)**. Les activités d'innovation, de R&D, mais aussi de dépôt de brevets, est très fortement initiée et dirigée par les entreprises manufacturières. L'industrie moderne allie haute technologie (logiciels et ingénierie mécanique), processus automatisés, matériels de production complexes, modèles CAO 3D et pièces à la demande. Cette nouvelle ère industrielle moderne se distingue également par une demande croissante en postes très qualifiés dans le domaine STIM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques).

L'industrie manufacturière connaît d'ailleurs un regain d'intérêt aussi bien dans les pays en développement que dans les pays occidentaux. La globalisation de la production industrielle se traduit notamment par un processus de création de chaînes de valeurs mondiales en interaction continue avec le progrès technique qui, avec l'arrivée massive de nouveaux acteurs, redessinent les contours de la production industrielle domestique. Tout ceci plaide pour **une nouvelle émergence de l'industrie manufacturière, comme locomotive de la croissance.**

Pour ce faire, il faut engager d'importantes réformes du contexte dans lequel évoluent les entreprises tunisiennes. Ces réformes devraient permettre, au cours des cinq prochaines années, de relever cinq défis majeurs qu'il est raisonnable de chiffrer ainsi :

- Faire évoluer la **part de l'industrie dans le PIB de 17% à 23%**
- Faire évoluer le **taux d'investissement de 17% à 25%** et démultiplier l'attractivité des IDE
- Réaliser des gains en efficacité, en termes de **progrès technique (1% en moyenne) d'amélioration de la productivité du travail, et de croissance de la PGF (qui devra être multipliée par 2)**
- **Doubler les nouvelles offres d'emploi**
- **Accroître les capacités d'exportation**



La Tunisie jouit d'un avantage compétitif surtout avec des produits de moyenne à forte intensité technologique et jouit également de compétences. S'il souhaite rester compétitif, notre pays est donc appelé à fabriquer des produits à forte valeur ajoutée, novateurs et concurrentiels. Il s'agit de miser sur des produits de niches, de faire de la recherche et du développement de nouveaux produits et procédés, de fabriquer des produits relativement complexes et de proposer des services de conception. L'intégration de plus de hautes technologies reste incontournable et cela passe nécessairement par une transformation des compétences détenues par les travailleurs dans l'Industrie. La qualification de la main-d'œuvre manufacturière représente ainsi un réel enjeu de société pour le pays.

4) Renouveler l'écosystème tunisien pour donner toutes ses chances à l'innovation

a) Enclencher un complexe mouvement de réformes menant à une transformation structurelle

Les objectifs d'une croissance vigoureuse, inclusive et soutenue nécessitent, dès à présent, d'afficher **une politique claire et stable sur une longue durée et une capacité décisionnelle renforcée.**

L'État stratège devra s'appuyer sur le secteur privé, les organisations sociales et la société civile pour bien engager des réformes structurelles qui – il faut bien le reconnaître - demanderont à tous des efforts significatifs. Il doit être en mesure de **mobiliser tous les leviers d'actions** : simplification réglementaire et administrative, cadre de gouvernance efficace et plus proche des besoins des territoires et des citoyens, développement financier et meilleur accès à la finance, système fiscal simple et équitable, valorisation de l'entrepreneur, formation professionnelle de qualité, etc. La mobilisation de ces leviers vise l'amélioration de l'efficacité économique et la réallocation des ressources existantes dans l'économie, tout en garantissant la soutenabilité des finances publiques et un meilleur ciblage des transferts sociaux pour une croissance équitable.

Pour mettre en valeur les atouts dont dispose la Tunisie, rendre les entreprises tunisiennes plus compétitives et la force de travail plus performante, il est nécessaire de changer d'approche en termes de politiques de développement. En effet, l'approche de l'État régulateur qui a longtemps prévalu doit laisser place à une démarche qui articule à la fois une approche horizontale (ou politiques non ciblées) et une approche verticale (ou interventions industrielles ciblées) :

- **Les politiques horizontales** visent davantage d'investissement à travers notamment :
 - ✓ la qualité de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle, et une réorganisation de notre système éducatif et de son financement ;
 - ✓ un effort soutenu pour le développement du secteur financier avec en particulier la garantie d'un meilleur accès à la finance notamment pour les PME ; un renforcement de la stabilité du secteur bancaire, le développement du capital-risque pour faciliter l'interface entre la recherche et les applications industrielles ; l'ouverture des marchés et du capital à l'investissement direct étranger ;
 - ✓ une dynamique concurrentielle au niveau des marchés des produits et des services ;
 - ✓ une réforme administrative pour promouvoir la règle de droit (moins d'incertitude), l'efficacité (moins de complexité) et un environnement favorable à l'activité économique (réduction des formalités) ;
 - ✓ une réforme-modernisation fiscale qui, tout en réaffirmant la dimension citoyenne de l'impôt comme pierre angulaire de notre nouveau pacte social, encourage l'investissement, l'expansion des entreprises existantes et la création d'emplois.
- **Les politiques verticales** quant à elles se justifient dans les activités qui requièrent d'importants coûts fixes¹¹ et qui nécessitent la coordination entre plusieurs agents économiques en raison des externalités générées. Cela s'applique en particulier au secteur des transports, des infrastructures, de l'énergie, de la santé et des télécommunications. Ces politiques concernent aussi le développement du système national d'innovation afin de le rendre plus réactif aux besoins des entreprises.

¹¹En économie et dans l'analyse de la décision, les coûts fixes (sunkcosts en anglais) sont les coûts qui ont déjà été définitivement payés ; ils ne sont ni remboursables, ni récupérables par un autre moyen.



b) Pallier aux cinq contraintes structurelles concernant les industries manufacturières

Comme souligné ci-haut, la **nouvelle émergence économique de la Tunisie nécessite un renforcement du processus de transformation structurelle et d'innovation, dans lequel l'industrie manufacturière devra jouer le rôle de catalyseur**. Pour impulser l'innovation dans le secteur industriel et favoriser sa diffusion dans toute l'économie, le secteur privé et les instances décisionnelles devront concerner davantage leurs efforts pour pallier aux cinq contraintes structurelles suivantes :

- 1** Un tissu industriel peu dynamique et faiblement concurrentiel

 - Prédominance des entreprises individuelles (73%) avec une faible contribution à la création d'emplois;
 - Un taux de croissance de la productivité lent et une faible dynamique d'entrée et de sortie d'entreprises;
 - Sous-capitalisation et faible taux de valeur ajoutée;
 - Menace du secteur informel.
- 2** Un potentiel d'innovation non exploité

 - Opacité et inadaptation du système financier;
 - Les entreprises offshore comptent principalement le faible coût d'une main-d'œuvre peu qualifiée;
 - Les politiques d'innovation souffrent d'un manque de coordination et d'implication du secteur privé;
 - Les capacités scientifiques et technologiques ne sont pas utilisées de façon efficace.
- 3** Une qualité insuffisante du capital humain

Des ressources humaines qui ne répondent pas aux besoins des métiers de demain
- 4** Financement bancaire relativement limité des investissements

 - Sur l'ensemble de la période 2005-2012, seuls 24% des dépenses d'investissement ont été financés par les banques;
 - Les émissions de titres cotés, qui reflètent effectivement le rôle de la finance directe, sont très faibles;
 - La contribution des crédits commerciaux a plus que doublé.
- 5** Capacité structurelle limitée des entreprises à générer des financements internes

 - Dégradation du taux de marge;
 - Progression rapide de l'impôt sur les sociétés (rapporté à la valeur ajoutée brute);
 - Faiblesse de l'épargne et nette régression du taux d'investissement.

c) L'importance pour l'industrie d'investir dans l'immatériel

Face à une concurrence internationale accrue, les entreprises manufacturières tunisiennes doivent chercher les meilleurs outils pour améliorer leur efficacité et rehausser leurs performances. Au cours des deux dernières décennies, l'accélération de la mondialisation et l'évolution rapide des technologies expriment en grande partie les mutations auxquelles doivent s'adapter les manufacturiers. La relance des investissements est d'autant plus essentielle que le ralentissement significatif constaté a pénalisé la compétitivité de l'industrie tunisienne. Nous pensons que **les entreprises doivent rebâtir leur modèle et peut-être même leurs usines**.

Les exigences de la concurrence sont élevées : l'enjeu du secteur manufacturier se situe dans la capacité des entreprises à mettre en œuvre des plans d'investissement complets et à long terme. Deux priorités s'imposent aux entreprises manufacturières afin d'assurer leur pérennité :

- le développement des compétences des travailleurs pour maîtriser les nouvelles technologies,
- l'intégration des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement internationales.

L'entreprise manufacturière, plus exposée à la concurrence, doit aujourd'hui être plus orientée vers l'accumulation du « capital immatériel » avec, au cœur de sa performance, une organisation de la production calquée sur la gestion des données, une main-d'œuvre formée, un développement du savoir, une amélioration continue et une volonté permanente d'innover.



5) Et pour conclure

Nous sommes en droit d'être ambitieux, de rêver à un avenir bien meilleur, à une Tunisie au centre des réseaux financiers et au croisement des flux économiques. Mais pour réaliser nos ambitions, nous devons nous donner des moyens et du temps.

Sauf que de temps, nous manquons cruellement ; les revendications économiques ont été à la base de la révolution tunisienne et ont laissé place à de nombreuses aspirations. Mais, le processus économique piétine depuis et, fait récent, le terrorisme s'attaque frontalement à l'économie nationale. Cela fait désormais peser de sérieuses menaces sur le processus politique et ses réussites, qui font la fierté des Tunisiens et suscitent à travers le monde respect et espoir. **Aujourd'hui, nous avons besoin d'un redémarrage rapide de l'économie** et d'une relance sur le court-terme.

Le réalisme veut, dans ce cas, que nous partions de ce que nous sommes, de là où nous nous trouvons, des réalités du terrain, de nos atouts et de nos contraintes, que nous capitalisons sur nos expériences et sur nos réussites. Nous devons également définir un chemin de progrès sûr qui nous évite le risque d'hypothéquer nos chances de succès.

A ce titre, le choix de parier sur les industries manufacturières pour tirer la relance économique sur le court-terme semble le plus approprié. Celles-ci disposent d'un réel potentiel qui n'a été que très partiellement exploité, présentent des atouts indéniables, et justifient d'une expérience et d'un vécu qui nous évitent de plonger dans l'inconnu.

Bien sûr, cela n'enlève rien à la pertinence des autres ambitions, mais **toute inflexion devra partir de la réalité et respecter sa propre temporalité.**

« Ne forçons donc pas notre talent, nous ne ferions rien avec grâce ! »¹²

¹² Tirée des Fables de La Fontaine.